

Unité départementale des Bouches du Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 MARSEILLE

MARSEILLE, le 28/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MONACO MARINE

46 quai François Mitterrand
13600 La Ciotat

Références :D-1136-MRS-2023
Code AIOT : 0006404753

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/06/2023 dans l'établissement MONACO MARINE implanté 46 quai François Mitterrand 13600 La Ciotat. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MONACO MARINE
- 46 quai François Mitterrand 13600 La Ciotat
- Code AIOT : 0006404753
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Monaco Marine exerce des activités de peinture, d'entretien et de réparation navale au sein des chantiers navals de La Ciotat.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Collecte et traitement des rejets aqueux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Collecte et traitement des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 08/09/2022, article 2.3.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection portait sur l'étude demandée à Monaco Marine afin de définir une solution de collecte et de traitement pérenne de ses rejets aqueux, conformément aux dispositions de son arrêté préfectoral d'enregistrement. Les documents transmis (2 versions d'Avant Projet) sont satisfaisants, et permettent de répondre aux prescriptions applicables. Ce constat ne constitue toutefois en aucun cas une validation de l'inspection, et la mise à conformité des installations au regard de la réglementation applicable demeure sous l'entière responsabilité de Monaco Marine.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Collecte et traitement des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/09/2022, article 2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <ul style="list-style-type: none">• Au plus tard 8 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'inspection de l'environnement une étude relative à la définition, au dimensionnement et aux modalités de mise en œuvre du système de collecte et de traitement pérenne prévu à l'alinéa suivant.• Au plus tard 2 ans à compter de la date de notification du présent arrêté, l'exploitant met en œuvre les dispositions suivantes : <p>La totalité des eaux en contact avec la plateforme (y compris pluviales) sont collectées par un réseau dédié puis traitées dans un ou plusieurs ouvrages d'épuration permettant le respect, pour chaque point de rejet au milieu naturel des valeurs limites d'émissions définies à l'article 5.10 de l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2930 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Les eaux de refroidissement des navires sont orientées vers un réseau dédié, avant rejet au milieu naturel.</p> <p>Les installations sont dimensionnées pour permettre à minima la collecte d'une pluie décennale d'une durée d'une heure, et le traitement d'une pluie annuelle d'une durée d'une heure. Les justificatifs du dimensionnement des installations de collecte et de traitement sont tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement.</p> <p>Constats : La société Monaco Marine a transmis et présenté à l'inspection un avant projet présentant les solutions retenues pour la mise en conformité de la collecte et du traitement des rejets aqueux. Lors de la présentation, il a été constaté que :</p> <ol style="list-style-type: none">1. Le dimensionnement des installations est conforme aux prescriptions applicables.2. Le projet intègre deux réseaux de collecte dédiés pour les eaux de refroidissement des navires.3. Le projet permet la collecte de l'ensemble des effluents ruisselant sur la plateforme, ainsi que dans le Mega Hall.4. Le projet prévoit la collecte séparative des eaux pluviales de toiture.5. Les installations de traitement sont conçues pour permettre le respect des valeurs limites de rejet prescrites dans l'arrêté d'enregistrement. <p>Toutefois, la conception initiale du réseau présenté ne permettait pas le traitement des effluents correspondant à une pluie annuelle d'une heure (absence de surverse en amont du stockage tampon). Ce point a été corrigé dans une seconde version de l'avant projet transmise à l'inspection.</p> <p>Le maintien des capacités de rétention incendie existantes nécessite une interconnexion entre différentes emprises ICPE, et sera formalisé via une convention entre les différentes parties prenantes.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet